

Plan Info

#74

Magazine de Plan International France - octobre 2024



Zoom

En direct
du terrain

P.3

Grand angle

Les filles en contexte
de crises

P.4

Actualités

Nouveaux
programmes

P.6



Jusqu'à l'égalité

www.plan-international.fr





Lucie Dechifre,
Directrice des programmes et des partenariats

Pour que les droits des filles soient respectés, même en situation de crise

Chères marraines et donatrices, chers parrains et donateurs,

Qu'elles soient liées à des conflits armés, des catastrophes naturelles, des épidémies ou des tensions politiques et sociales, les situations de crise exacerbent les inégalités fondées sur le genre. Elles exposent les filles et les jeunes femmes à des risques accrus : mariages forcés, déscolarisation, travail infantile, faible accès aux soins de santé sexuelle et reproductive, manque d'opportunités et de contrôle sur leur vie. Autant de violations des droits qui fragilisent plus encore la cohésion sociale et la paix.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des filles le 11 octobre, il est crucial de mettre en lumière ces réalités et de se mobiliser pour que les droits des filles soient respectés. Chez Plan International, nous œuvrons pour garantir aux filles et adolescentes, confrontées à des situations de crise, un cadre pour apprendre, un cadre pour être protégées et prendre une part active aux décisions qui les concernent, elles et leur communauté.

Chaque jour, au Liban, au Soudan, comme en Ukraine, nous sommes témoins du potentiel, de la détermination et de la résilience remarquables dont elles font preuve. Malgré les difficultés et les risques, elles démontrent leur capacité à défendre leurs droits, se faire entendre et participer à la vie sociale et citoyenne. Sans elles, aucune crise ne saurait être résolue de manière durable et juste.

Grâce à vous, nous pouvons mettre en place des actions concrètes pour que chaque fille, chaque adolescente, même en situation de crise, puisse construire son avenir et soit actrice du développement de sa communauté. Merci de votre engagement à nos côtés !

Plan Info est une publication éditée par Plan International France

Représentante légale : Anne Bideau

Directrices de la publication : Marion Guigon-Lacroix et Carole Léger

Rédactrice en chef : Clémence Hivert

Comité de rédaction : Lucie Dechifre, Isabelle Dalle Piagge, Marion Guigon-Lacroix,

Clémence Hivert, Luidji Jacobin, Marion Jerejian, Carole Léger et Alexia Maurin

Rédacteur et rédactrices : Luidji Jacobin et Alexia Maurin

Conception maquette et exécution : Cithea.com

Imprimeur & distributeur: Groupe Prenant

Crédits photo : Plan International

Contact : Plan International France

14 rue Scandicci, CS 10111, 93508 PANTIN Cedex

01 84 87 03 50 – www.plan-international.fr – contact@plan-international.fr



Des liens directs entre crises humanitaires et déscolarisation des enfants

Les crises humanitaires entraînent une augmentation des mariages et grossesses précoces et forcés, et donc la déscolarisation des enfants.

Au Soudan du Sud par exemple, il existe un lien évident entre les grossesses précoces et l'accès à l'éducation : 85% des adolescentes interrogées qui avaient déjà été enceintes n'allaient plus à l'école, contre seulement 29 % de celles qui n'avaient jamais été enceintes.



Plan International France sur le terrain

Les équipes de Plan International France se déplacent régulièrement en mission dans les pays où nos programmes sont mis en place. En mai et en juin derniers, nous nous sommes rendu-es au Bénin dans le cadre du programme ALFA et en Égypte pour le programme TAMKEEN.

Ces déplacements nous permettent tout d'abord d'assurer le suivi des programmes, de travailler avec les personnes en charge des activités (chef-fe de projet et/ou ONG partenaire et/ou animateur-rices du projet) et avec les participant-es des programmes. C'est en rencontrant nos partenaires et tous les acteurs et toutes les actrices sur place que nous pouvons mesurer les résultats de nos actions, les optimiser dans le temps et renforcer nos liens.

Enfin, les interviews et prises d'images réalisées lors de nos déplacements nous permettent de donner de la visibilité à nos programmes.

Le programme ALFA au Bénin en bref

Le programme ALFA permet d'accompagner les enfants, adolescent-es et jeunes âgé-es de 9 à 24 ans vers un cursus scolaire formel pérenne et d'aider les jeunes à s'insérer dans la vie socio-économique de manière décente, leur permettant une transition sereine vers l'âge adulte. Ces classes passerelles leur permettent d'acquérir les compétences nécessaires à leur retour à l'école et à leur réinsertion dans le parcours scolaire béninois. Elles leur offrent un environnement sain, protecteur et inclusif, où ils peuvent jouir pleinement de leurs droits et décider de leur avenir, à l'abri de toute exploitation ou violence.



Le programme TAMKEEN en Égypte en bref

Le programme TAMKEEN améliore l'accès aux opportunités économiques pour 2 000 jeunes âgé-es de 18 à 35 ans en les accompagnant vers l'emploi et l'accès à un travail décent ou à l'entrepreneuriat, en leur permettant de créer leur entreprise, dans un environnement favorable à l'égalité femmes-hommes. 4 centres de formation permettent aux jeunes d'acquérir toutes les compétences pour accéder à l'emploi ou à l'entrepreneuriat, 3 forums de l'emploi sont également organisés à Alexandrie et au Caire. Enfin, un suivi et un coaching des jeunes ayant créé leur entreprise ou trouvé un emploi leur permettent de pérenniser leur avenir professionnel.

Des chiffres alarmants

Au Bénin

2 millions d'enfants ne vont pas à l'école.

30 % de la population a entre 10 et 24 ans.

Les taux de chômage et d'emplois précaires sont très élevés, surtout chez les 15-24 ans où ils sont respectivement de **33 %** et de **90 %**.

L'Atacora fait partie des **7 départements** les moins développés du pays.

64,5 % des jeunes de 14 à 24 ans sont alphabétisé-es.

56,9 % des enfants sont déscolarisés ou non scolarisés et seuls **60,24 %** des enfants du primaire achèvent ce cursus.

Le programme ALFA accompagne **190 jeunes** de 9 à 24 ans dont **120 sont des filles**.

Au total, **2 297 personnes**, dont **63 % de filles et de femmes**, seront directement touchées par les différentes activités du projet.

En Égypte

24 % de la population est âgée de 18 à 29 ans.

25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

41 % des personnes âgées de 15 à 24 ans n'ont ni diplôme, ni formation, ni emploi.

50 % travaillent dans l'économie informelle.

Le programme TAMKEEN a pour objectif d'améliorer l'accès aux opportunités économiques pour **2 000 jeunes âgé-es de 18 à 35 ans**.

1 500 jeunes âgé-es de 18 à 35 ans sont formé-es et accompagné-es pour accéder à l'emploi.

500 jeunes de 18 à 35 ans sont formé-es et accompagné-es pour la création d'entreprises.



Les filles en contexte de crises

Les filles restent à ce jour les premières victimes de violence et de discrimination dans le monde. Chaque année, 12 millions de filles de moins de 18 ans sont mariées de force. 71 % des victimes d'esclavage moderne sont des filles. 18,5 millions de filles de 6 à 18 ans sont déscolarisées. Aujourd'hui, les grossesses précoces sont la deuxième cause de mortalité des adolescentes de 15 à 19 ans.

Cette année, Plan International publie un rapport « State of the World's Girls Report - Girls in conflicts », qui témoigne des conditions de vie des jeunes dans un contexte de crise humanitaire et de conflit. Il nous renseigne de façon plus spécifique sur les inégalités entre les filles et les garçons dans ce contexte particulier.

Pour mémoire, en 2012, Plan International a obtenu auprès de l'ONU la création de la **Journée internationale des droits des filles** qui a lieu chaque année le 11 octobre. Cette journée de mobilisation générale permet de donner la parole aux filles du monde entier, de sensibiliser chacun·e sur les inégalités de genre et les discriminations, et d'appeler les gouvernements à prendre des décisions des filles dans le monde. En situation de crise humanitaire, les risques de mourir, d'être blessé·e, de perdre ses proches, de devoir fuir sa maison ou son pays sont immenses. Les droits des filles sont encore plus à risque : l'éducation des filles passe au second plan, les mariages d'enfants, les grossesses précoces, les discriminations et les violences physiques et sexuelles augmentent.

Pourtant, lorsqu'il s'agit de fournir une assistance humanitaire, l'égalité de genre et les risques spécifiques des filles sont rarement pris en compte.

Impact sur la santé mentale

Le niveau de stress et d'anxiété des adolescentes est particulièrement élevé en temps de guerre. Mykola, jeune fille ukrainienne, a déclaré : « J'entends des bombes dans mes rêves, et je me réveille en pleurant, ne sachant pas où je suis pendant un moment. » Les adolescentes, en particulier celles vivant près des zones de conflit comme Kharkiv, ont exprimé un besoin urgent de soutien psychosocial pour faire face à leur détresse émotionnelle, une information confirmée par les soignant·es ukrainien·nes.

Impact sur la scolarité

Les filles sont 2,5 fois plus susceptibles d'être déscolarisées dans les pays touchés par des conflits. Et même lorsqu'elles restent à l'école, les crises perturbent leur apprentissage. Ainsi, la guerre en Ukraine perturbe la routine scolaire des filles, entraînant des difficultés de concentration et d'apprentissage ainsi qu'une baisse de confiance en elles.

Les crises alimentaires en Éthiopie, Somalie, au Kenya, Soudan du Sud, Mali, Burkina Faso, Niger et à Haïti impactent particulièrement l'éducation des filles. La survie économique devient prioritaire, menant à des taux élevés d'abandon scolaire et à un nombre croissant de mariages d'enfants. La scolarité des enfants et particulièrement des filles est interrompue en période de conflit car les écoles ferment. On constate que 56 % des enfants sont concernés, chiffre qui s'élève à 58,20 % pour les filles. Ils et elles doivent fuir et ne peuvent plus

“ Dans un monde où les conflits et les crises humanitaires, alimentaires, migratoires, climatiques sont particulièrement nombreux, la Journée internationale des droits des filles 2024 met en lumière leurs impacts sur les filles. ”



Violences basées sur le genre

Le rapport de l'UNICEF sur les enfants et les conflits armés montre qu'entre 2005 et 2022, plus de 14 200 enfants dans les conflits armés ont été reconnus victimes de viols et d'autres violences sexuelles, avec une moyenne annuelle de 890 enfants victimes. Et ces violences sexuelles touchent de manière disproportionnée les filles, qui ont été victimes dans 97 % des cas vérifiés entre 2016 et 2020.

Les abris temporaires après des catastrophes naturelles manquent de sécurité et de commodités, augmentant la vulnérabilité des femmes et des filles aux violences sexuelles, comme cela a par exemple été illustré en Indonésie.

Les femmes réfugiées connaissent des problèmes obstétricaux plus graves et plus fréquents que les populations locales, en grande partie à cause d'un accès insuffisant aux soins prénataux et à l'accouchement. Les femmes exposées aux conflits armés pendant leur grossesse sont plus susceptibles d'accoucher sans personnel qualifié, ce qui augmente considérablement les risques de complications pour les mères et les nouveau-nés.

Les risques de violence liée au genre augmentent en période de crise alimentaire. Alors qu'elles cherchent à subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles, les femmes et les filles sont exposées à des violences, abus et exploitations. Elles mangent généralement en dernier et moins que les autres membres de la famille, ce qui les expose davantage à la malnutrition. 45 % des filles et des femmes déclarent avoir eu un accès très limité à la nourriture, ou ne pas avoir pu s'alimenter et 43,70 % pour l'accès à l'eau.



Au Népal, les catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19 ont entraîné une augmentation alarmante des cas de violence de genre, nécessitant une réponse coordonnée des gouvernements, de la société civile et des partenaires internationaux. Les crises humanitaires mettent la sécurité et la santé des filles en danger et augmentent les inégalités de genre. Il est donc plus que jamais essentiel de se mobiliser pour les droits des filles, jusqu'à l'égalité. Aussi, cette année, Plan International France a décidé de mettre ces situations d'urgence que vivent les filles sur le terrain au cœur de sa campagne de sensibilisation.

accéder à leur école, qui a été endommagée ou détruite par le conflit ou transformée en refuge. 21 % des enfants ont dû arrêter l'école pour travailler, certain-es n'y vont plus parce que le trajet pour s'y rendre est trop dangereux – en particulier pour les filles, parce qu'ils et elles doivent s'occuper d'un membre de leur famille.

Changement des rôles et responsabilités

En Ukraine, la guerre oblige les femmes et les filles à assumer des responsabilités supplémentaires, en l'absence de nombreux hommes partis au front. Les filles doivent souvent assumer des responsabilités d'adultes, telles que la garde de leurs frères et sœurs et les tâches ménagères. Certaines adolescentes réfugiées en Pologne et en Roumanie ont également commencé à travailler pour contribuer aux revenus de leur famille. En période de crise alimentaire, les femmes et les filles voient leur charge de travail et leur niveau de stress augmenter en raison des bouleversements dans la répartition des tâches.

“ En période de crise alimentaire, les femmes et les filles voient leur charge de travail et leur niveau de stress augmenter en raison des bouleversements dans la répartition des tâches. ”



Lancement du programme **COMBATTING CHILD LABOUR*** en Jordanie

Dans la continuité de ses actions en Tanzanie dans le cadre de la lutte contre les pires formes de travail chez les enfants (programme CHILD LABOUR), Plan International lance le programme COMBATTING CHILD LABOUR en Jordanie. Les enfants y sont particulièrement exposés, surtout dans des secteurs comme l'agriculture ou la construction. Ce programme d'une durée de 36 mois prendra fin en 2026 et a pour objectif de réduire le risque d'exposition aux pires formes de travail chez les enfants de 6 à 17 ans dans les gouvernorats de Zarqa et Balqa où les communautés jordaniennes et les familles syriennes réfugiées rencontrent de grandes difficultés socio-économiques.



*Lutte contre le travail des enfants

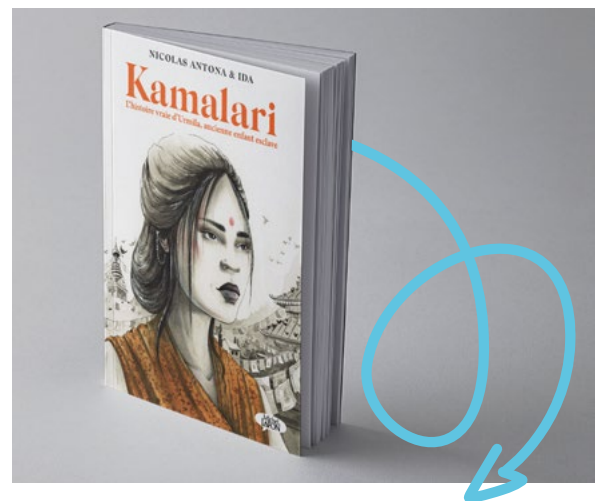
Lancement du programme **HER SKILLS HER POWER*** en Chine

La pandémie de COVID-19 a fait exploser le taux de chômage chez les jeunes (près de 20 % en juillet 2022) alors que l'enseignement professionnel peine à répondre aux problématiques du marché de l'emploi. Dans la région du Shaanxi, 3,7 millions de jeunes sous-diplômé-es et inexpérimenté-es sont cantonné-es aux emplois dangereux et sous-payés. Les stéréotypes de genre, profondément ancrés dans la société chinoise, conduisent à des inégalités salariales importantes, marginalisent et discriminent les femmes. C'est dans ce contexte que Plan International France et Plan International Chine, qui collaborent depuis 2017 sur le programme YES4U I et II, lancent le programme de développement HER SKILLS HER POWER. Il permettra à 300 jeunes migrant-es âgé-es de 16 à 29 ans de développer leurs compétences professionnelles et leurs capacités, pour construire une carrière durable grâce à un système de mentorat renforcé. Notre objectif est de créer un environnement de travail plus favorable aux jeunes et sensible au genre, en collaboration avec les participant-es et employeur-euses.



*Ses compétences, sa force

BD : « Kamalari », le récit de la vie d'une survivante d'esclavage moderne



Nicolas Antona et Ida publient la bande dessinée **Kamalari** aux éditions Michel Lafon. Le scénario s'inspire de la vie d'Urmila Chaudhary au Népal, vendue à 6 ans par sa famille à de riches propriétaires pour rembourser une dette. Après des années d'exploitation domestique, elle sort de cet enfer et va à l'école grâce au programme de parrainage de Plan International. Elle est aujourd'hui ambassadrice de l'ONG et militante engagée pour les droits des filles et contre l'exploitation des enfants. Partenaire de cette bande dessinée, nous souhaitons vous faire gagner plusieurs exemplaires à l'occasion de sa sortie.

Envoyez vos plus beaux témoignages engagés pour les droits des filles et votre adresse postale, à l'adresse contact@plan-international.fr. Les plus beaux textes paraîtront dans notre prochain Plan Info et leurs auteurs-rices remporteront un exemplaire de notre BD !



Rencontre avec Josepha, Responsable du département parrainage de Plan International Bénin



Quel est le rôle de votre département au sein de Plan International Bénin ?

Notre rôle est de mettre en place des programmes de développement au sein des communautés et de faciliter les échanges entre les enfants parrainés et les marraines et parrains. Nous les accompagnons afin qu'ils puissent établir une relation épistolaire suivie pendant la durée du parrainage.

Pouvez-vous présenter les missions de votre département ?

Notre département travaille dans 467 communautés et est en charge de 30677 enfants accompagnés par des marraines et parrains à travers le monde. Nous nous occupons principalement du suivi de l'accès à l'éducation et aux soins des enfants parrainés. Nous accompagnons les enfants du début à la fin de leur participation aux programmes de parrainage.

Quelle est l'importance du parrainage au sein des activités de Plan International ?

Le parrainage est le fondement de notre organisation. C'est grâce au parrainage que nous mobilisons tous-tes les marraines et parrains qui accompagnent les enfants dans le processus de développement de leur communauté. Les fonds de parrainage permettent de financer la formation des enseignant-es, la construction des écoles, la formation du personnel de santé et plus généralement tous les programmes menés dans les communautés de parrainage.

« Merci aux marraines et parrains qui nous accompagnent chaque jour pour aider les enfants à s'épanouir et relever les défis auxquels ils doivent faire face. »

Des actions concrètes pour les filles en situation d'urgence

Dans les situations de crise, les filles sont particulièrement exposées aux dangers et leurs droits fondamentaux sont souvent menacés. Le réseau Plan International se mobilise sans relâche pour protéger les filles et leur offrir un avenir meilleur.

L'accès à l'eau potable et à l'hygiène

Au Cameroun, l'installation de latrines et la distribution d'eau potable pour les personnes déplacées par le conflit ont permis d'améliorer considérablement la santé et les conditions de vie des familles. Ces actions permettent aux filles de participer pleinement à la vie quotidienne grâce à un meilleur accès à l'hygiène et une réduction de la précarité menstruelle.

L'éducation, un droit fondamental

En situation d'urgence, les filles sont les premières à voir leur éducation sacrifiée et sont souvent déscolarisées. Au Népal, Plan International travaille à la construction d'écoles sûres dans les zones sujettes aux catastrophes pour aider les communautés à faire face aux vulnérabilités liées au changement climatique et permettre aux filles de rester à l'école.

La protection des filles, une priorité absolue

Les crises rendent les filles particulièrement vulnérables aux violences et aux abus. Grâce au parrainage, des programmes de sensibilisation et de prévention sont mis en place pour lutter contre les violences qui leur sont faites. Par exemple, en Haïti, Plan International collabore avec des organisations de la société civile pour améliorer les services proposés aux victimes d'agression sexuelle et soutenir les droits économiques des jeunes femmes.

Le parrainage : un rempart pour les filles face aux situations d'urgence

Grâce au soutien de ses marraines et parrains, Plan International peut déployer rapidement ses actions pour protéger les filles et leur permettre de continuer à apprendre, à grandir et à s'épanouir, même dans les contextes les plus difficiles. Le parrainage est bien plus qu'un soutien financier, c'est un engagement pour l'avenir des filles et un investissement pour un monde plus juste et équitable.



Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude aux testateurs et testatrices qui, par leur générosité posthume, ont cette année perpétué leur engagement auprès de Plan International France.

Ces témoignages de soutien et de confiance nous permettent de poursuivre notre mission première : défendre les droits des enfants et en particulier des filles, partout dans le monde et construire un avenir plus juste et plus équitable pour toutes et tous. Si vous souhaitez, vous aussi, soutenir durablement nos actions en faveur des enfants, sachez que Plan International France, en tant que fondation reconnue d'utilité publique, est habilitée à recevoir des legs, des donations et des assurances-vie.



Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.plan-international.fr/donner/legs-assurance-vie-et-donation



**Sofia a fait un dessin
de son nouveau mari.**

Il a 57 ans.



En zone de crise humanitaire, près d'une fille sur sept
a peur d'être mariée de force au quotidien.*

**Le 11 octobre, pour la Journée internationale
des droits des filles, dessinons-leur un autre avenir.**

**Faites un don sur
plan-international.fr**



*Still we dream : Girls and young people living through conflict – Plan International 2024

Jusqu'à l'égalité